



Copenhague : une date historique pour l'Europe et la planète

Tribune conjointe de Bernard Kouchner, du ministre suédois des Affaires étrangères, Carl Bildt, du ministre britannique des Affaires étrangères et du Commonwealth, David Miliband, du ministre danois des Affaires étrangères, Per Stig Moller, du ministre espagnol des Affaires étrangères et de la Coopération, Miguel Angel Moratinos cuyaube, et du ministre finlandais des Affaires étrangères, Alexander Stubb, dans le quotidien "Le Figaro" (Paris, 11 septembre 2009)

Le Sommet de Copenhague aura lieu dans 87 jours. C'est un immense défi diplomatique qui nous attend si nous voulons aboutir à l'accord ambitieux, effectif et équitable nécessaire pour éviter des changements climatiques considérables qui auraient des conséquences désastreuses pour l'Europe et pour le monde.

Dans le monde entier et en particulier dans les pays les plus pauvres et les plus vulnérables, le réchauffement planétaire menace d'ores et déjà de saper les efforts de développement de la santé publique, de l'agriculture et des infrastructures. Les migrations dues au manque d'accès à l'eau et à la terre aggravent les tensions sociales et ébranlent la stabilité politique et la sécurité.

Les changements climatiques sont susceptibles de provoquer des changements géopolitiques de grande ampleur. Ils affecteront de plus en plus les décisions de tous nos pays en matière de politique étrangère. Les ministres européens des Affaires étrangères se doivent d'apporter dès à présent une contribution réelle au mouvement en faveur d'un compromis à Copenhague.

L'Union européenne doit faire montre d'une autorité renouvelée pour permettre un déblocage des négociations, grâce à l'engagement qu'elle a exprimé d'entreprendre en Europe une action ambitieuse en matière d'atténuation et d'accorder aux pays en développement un soutien financier et technologique qui les aidera à adopter des stratégies de développement sobres en carbone.

Après notre réunion à Copenhague le 10 septembre, pour définir d'un commun accord les moyens de faire face à ce défi diplomatique collectif, nous avons pris cinq engagements.

Nous nous sommes en premier lieu engagés à agir au Sommet de Copenhague en faveur d'un compromis suffisamment ambitieux pour que le réchauffement planétaire n'excède pas un maximum de deux degrés. Nous nous sommes également engagés à promouvoir une offre internationale ambitieuse et équitable dans laquelle l'Europe assumera la part qui lui revient dans le financement des efforts en matière d'atténuation, de technologies et d'adaptation qui seront consentis par les pays en développement.

Troisièmement, nous nous sommes engagés à nous employer personnellement à mobiliser toutes les capacités de notre diplomatie et les moyens de nos réseaux diplomatiques collectifs, afin de persuader les principaux participants à ces négociations de présenter des engagements ambitieux.

Notre quatrième engagement est de faire en sorte que les risques que les changements climatiques font peser sur la stabilité et la sécurité internationales figurent au premier rang de l'ordre du jour international.

Enfin, nous nous sommes engagés à faire en sorte que l'Union européenne continue d'exercer un rôle de premier plan dans les négociations, en se déclarant prête à remplacer son engagement actuel de réduction de 20 % des émissions de carbone d'ici à 2020 par une réduction de ces émissions de 30 %, dans le cadre d'un compromis ambitieux et moyennant des efforts comparables de la part des autres partenaires.

Un message fort sur le financement de l'atténuation, de l'adaptation et des technologies nous permettra de contribuer à une solution recueillant l'agrément de tous les pays pour conclure à un nouvel accord à Copenhague.

La Conférence de Copenhague ne pourra pas définir de nouveau régime international de lutte contre les changements climatiques si nous ne trouvons pas un équilibre politique entre toutes les parties. Nous devons établir un climat de confiance mutuelle et convaincre que la seule voie durable de développement au niveau mondial consiste pour nous à rendre nos économies sobres en carbone. Nous pouvons faire de cet enjeu la grande cause décisive de l'Europe du XXI^e siècle.

